



Conseil économique et social

Distr. générale
8 mai 2009
Français
Original: anglais

Session de fond de 2009

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 10 de l'ordre du jour provisoire*

Coopération régionale

La situation économique en 2008-2009 de la région de la Commission économique pour l'Europe : Europe, Amérique du Nord et Communauté des États indépendants

Résumé

La région de la Commission économique pour l'Europe (CEE) est entrée en 2008 dans ce qui s'annonce comme la plus grave crise économique depuis la Deuxième guerre mondiale. Chacune des sous-régions de la Commission économique pour l'Europe connaît ou s'attend à connaître une croissance négative en 2009. Ce fléchissement de la croissance s'accompagne d'une hausse du chômage et de baisses particulièrement fortes du commerce international et des flux de capitaux. La position financière des gouvernements s'est sensiblement détériorée. Ce ralentissement mondial et la récession qui frappe l'ensemble de la région de la Commission sont dus à une crise financière qui a éclaté aux États-Unis mais s'est vite propagée à l'Europe occidentale, puis aux régions périphériques de celle de la Commission ainsi qu'au reste du monde. En fait, le ralentissement de la croissance économique dans les économies émergentes de la Commission risque d'être plus prononcé que dans les économies avancées où est née la crise. Celle-ci se caractérise non seulement par sa gravité mais aussi par sa synchronisation à l'échelle mondiale.

Du fait de l'intégration étroite et de l'interconnexion des marchés financiers, le risque de contagion dans les économies émergentes d'Europe est perçu jugé particulièrement élevé. Quoique relativement faible, une possibilité non négligeable demeure que se produise un effondrement financier systémique à travers les marchés européens émergents qui serait lourd de conséquences mondiales graves et durables. Par ailleurs, s'il n'est pas remédié comme il convient aux effets de la crise, les économies émergentes de la région de la Commission économique pour l'Europe pourraient connaître l'instabilité sociale et économique.

* E/2009/100.



I. Aperçu de la situation économique de la région de la Commission économique pour l'Europe

1. Pendant les trois années qui ont précédé le début de la crise économique et financière mondiale (2005-2007), la région de la Commission économique pour l'Europe a connu une croissance annuelle réelle moyenne de 3,2 %; en 2008, cette croissance a diminué de moitié (1,5 %), et l'on prévoit qu'elle tombera à moins 3,5 % en 2009 avant de remonter légèrement à 0,5 % en 2010. Avant la crise, la courbe de croissance de la Commission économique pour l'Europe était conforme aux tendances mondiales, et les économies européennes émergentes progressaient deux à trois fois plus vite que les économies avancées de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest. Cette croissance était due dans une large mesure à des flux de capitaux massifs qui permettaient aux économies émergentes de maintenir l'investissement à des niveaux plus élevés qu'il ne leur aurait été possible si elles n'avaient dû compter que sur l'épargne intérieure. Toutefois, cette dépendance à l'égard du financement extérieur s'est révélée gravement problématique avec le ralentissement actuel car elle a favorisé la pénétration de la crise.

2. La région de la CEE, qui est composée de 56 économies, présente une grande diversité, avec des pays avancés, des pays émergents et quelques pays pauvres en développement. La nature de la crise, la façon dont elle s'est propagée et a frappé ces différentes économies varie considérablement, comme varient également les options offertes à ces pays, du fait de leurs différences de situation économique et d'obstacles institutionnels. En 2009, dans chacune des sous-régions de la Commission économique pour l'Europe, la croissance devrait se situer entre moins 3 et moins 5 %. Non seulement cette croissance s'annonce plus faible dans les économies européennes émergentes, mais ce déclin, comparé aux tendances récentes observées dans ces pays, sera beaucoup plus prononcé. De plus, les économies européennes émergentes ont des filets de protection sociale moins avantageux que les économies avancées et comptent un plus fort pourcentage de leur population vivant sur un revenu proche du niveau de subsistance; de ce fait, elles sont plus durement touchées par la crise économique que les économies avancées.

3. En 2009, la croissance devrait être de moins 5,1 % dans la Communauté des États indépendants (CEI), de moins 4,6 % en Europe du Sud-Est, de moins 4,2 % dans la zone euro, de moins 2,7 % en Amérique du Nord et de moins 2,4 % dans les nouveaux États membres de l'Union européenne. Le ralentissement économique a été particulièrement sévère dans les États baltes, en Islande et en Irlande, où la croissance devrait accuser un taux négatif proche de moins 10 %, et assez sévère en Allemagne, en Russie et en Ukraine. Quelques-uns des petits États de la région couverte par la Commission économique pour l'Europe tels que l'Albanie, l'Azerbaïdjan, Chypre, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan pourraient afficher une croissance positive en 2009, qui pourrait être relativement ferme pour les deux dernières de ces économies. Bien que l'on prévoie une lente reprise en 2010 et une faible croissance dans la majeure partie de la région, cette prévision reste très incertaine, et il demeure raisonnablement possible que la croissance soit encore négative dans l'Union européenne.

4. La croissance négative prévue pour 2009 dans les économies européennes émergentes constitue un regrettable revers car nombre de ces économies, en particulier celles d'Europe du Sud-Est de la Communauté des États indépendants ne se sont pas encore pleinement rétablies des effets du processus de transition engagé

en 1989. Ainsi, la plupart des États issus de l'ex-Yougoslavie (à l'exception de la Croatie et de la Slovénie) et des États pauvres en énergie de la Communauté des États indépendants avaient encore en 2008 un produit intérieur brut (PIB) réel inférieur à celui qu'ils avaient en 1989 et le revenu réel de la République de Moldova n'était que la moitié de celui d'avant la transition. En 2008, la Russie avait plus ou moins recouvré son niveau de revenu de 1989, et certains des États de la Communauté des États indépendants riches en énergie, parmi lesquels l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, de même que l'Arménie et le Bélarus, avaient des niveaux sensiblement supérieurs à ceux de 1989. Mais pour beaucoup de pays à économie en transition, le revenu réel de 2009 sera inférieur à ce qu'il était il y a 20 ans.

5. D'une façon générale, bien que le choc financier et économique ait été moins prononcé en Europe qu'aux États-Unis, la réponse de l'Europe a été plus tardive et considérablement plus faible, de sorte que la baisse du PIB y a été forte, voire plus forte qu'aux États-Unis. Pour les économies avancées de la région de la Commission économique pour l'Europe (Amérique du Nord et Europe de l'Ouest), cette récession sera la plus profonde depuis la Deuxième guerre mondiale, mais le chômage n'atteindra peut-être pas les niveaux enregistrés lors de la récession de 1981-82. Dans les économies émergentes d'Europe, qui ont connu un « brusque arrêt » des entrées de capitaux, l'ampleur du choc a été considérable, quoique d'une nature différente de celle observée dans les économies avancées. En revanche, ces économies n'ont pas réussi à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques anticycliques, de sorte que la détérioration de leurs économies a été particulièrement forte, généralement plus forte que pour les économies avancées. Néanmoins, la contraction n'y sera pas aussi marquée que lors de la récession de leur phase de transition du début des années 1990. La crise mondiale de 2007-2010 restera probablement gravée dans les mémoires comme la « Grande récession ».

6. Les taux de chômage risquent fort d'atteindre des niveaux à deux chiffres d'ici à 2010 aux États-Unis, en Europe, en Turquie et dans la Communauté des États indépendants; pour certaines économies européennes, la situation est beaucoup plus grave : ainsi, en 2010, le chômage pourrait atteindre 20 % en Espagne et 17 % en Irlande. Il semble que les licenciements se soient produits beaucoup plus tôt dans cette crise que dans les précédentes.

7. Pour les économies avancées, la crise a atténué l'inflation qui avait commencé à monter au-dessus des niveaux visés au début de 2008; le ralentissement économique, en entraînant un déclin rapide et prononcé des cours internationaux des produits de base, a fait chuter sensiblement des taux d'inflation en Europe. Bien que les économies avancées risquent de connaître une brève période de déflation en 2009, celle-ci ne devrait pas durer car elle est due à une baisse ponctuelle des prix mondiaux de ces produits. Pour les économies européennes émergentes, en revanche, en provoquant de fortes dépréciations de leurs monnaies, la crise a parfois accentué l'inflation. Ainsi, par exemple, dans la Communauté des États indépendants, en janvier 2009, les prix moyens à la consommation étaient de 14 % supérieurs à ceux de janvier 2008, et dans la majeure partie de l'Europe du Sud-Est, l'inflation pourrait être de plus de 5 %. La baisse des cours mondiaux des produits de base a provoqué de fortes contractions des recettes d'exportation dans la Fédération de Russie et en Asie centrale, dans les États membres de la Communauté des États indépendants riches en énergie.

8. Les échanges commerciaux des économies de la région de la Commission économique pour l'Europe ont diminué sensiblement, généralement de 25 à 50 %, au cours de l'année écoulée, sous l'effet de la baisse des revenus nationaux et de la consommation et de l'effondrement du financement de ces échanges avec le gel des marchés du crédit. Les secteurs particulièrement touchés ont été les dépenses d'équipement et l'achat de biens de consommation durables, qui a eu des effets particulièrement négatifs sur le commerce des biens manufacturés. En février 2009, les États-Unis ont enregistré un volume d'exportations de biens de 22,6 % inférieur à celui affiché un an auparavant, et leurs importations ont chuté de 30,4 % dans le même intervalle, tandis que les exportations de biens de la Fédération de Russie diminuaient de 47,5 % et ses importations, de 36,5 %. En janvier 2009, les exportations de l'Union européenne avaient baissé de 24,8 % et ses importations, de 22,1 % par rapport à leurs niveaux observés un an auparavant. L'Allemagne, avec un chiffre d'exportations de biens de près de 1 500 milliards de dollars en 2008, est restée le plus gros exportateur mondial; les États-Unis sont arrivés au troisième rang, ayant été dépassés par la Chine.

9. Les marchés boursiers des économies avancées de la région de la Commission économique pour l'Europe ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis leurs sommets de 2007, et les marchés de beaucoup d'économies émergentes en ont perdu les trois quarts. Un fort pourcentage des fonds propres du secteur bancaire des États-Unis, de l'Europe de l'Ouest et des marchés européens émergents a été éliminé par la crise. Un nombre important des plus grandes banques sont insolvables ou proches de le devenir, mais la grande majorité des banques petites et moyennes se trouvent dans une situation beaucoup plus saine. Au printemps de 2009, le Trésor des États-Unis a procédé à des tests de contrainte (« stress tests ») sur les grandes banques du pays afin d'évaluer leur viabilité. Les tentatives de recapitalisation des banques par l'État n'ont jusqu'ici obtenu qu'un succès marginal; de ce fait, la question de savoir comment reconstituer le capital des secteurs bancaires de ces pays reste en grande partie sans réponse. Actuellement, les marchés interbancaires des États-Unis et de l'Europe restent dysfonctionnels, et la majeure partie de la dette bancaire récente nécessite la garantie de l'État pour être commercialisable. Le secteur bancaire canadien a évité en grande partie les problèmes dont souffrent les banques américaines et européennes; il n'a pas connu de faillites bancaires ou d'opérations de sauvetage.

10. Les économies avancées de la région de la Commission économique pour l'Europe ont répondu à la crise par un ensemble de mesures de stimulation fiscale et d'assouplissement monétaire. Toutefois, il est généralement estimé que la réponse est restée en deçà de ce qui était nécessaire, surtout en Europe de l'Ouest. La faiblesse de la réponse de l'Europe est due en grande partie à une conception inadéquate des institutions pour la gestion de la politique macroéconomique. Cela dit, à long terme, une utilisation trop radicale de stimulants macroéconomiques présente les inconvénients d'un risque d'inflation et de l'obligation de remboursement de la dette. Ce n'est qu'une fois que la crise sera entièrement passée et que les conséquences à long terme de la dette et de l'inflation se seront dissipées que l'on pourra pleinement déterminer si la réponse plus audacieuse des États-Unis était préférable à l'approche plus prudente de l'Europe.

11. Les ensembles de mesures de stimulation fiscale mis en place en Amérique du Nord et en Europe comprenaient à la fois des accroissements de dépenses et des allègements fiscaux. Le train de mesures de stimulation adopté aux États-Unis en

2009 était composé pour environ deux tiers de dépenses supplémentaires et un tiers de dégrèvements fiscaux; un tiers environ des dépenses portait sur des travaux d'infrastructure. En Europe, le programme allemand privilégiait les dégrèvements fiscaux tandis que le plan français mettait l'accent sur les projets publics. La plupart des programmes affectaient un certain pourcentage de fonds à des projets environnementaux conformes au thème du « New Deal vert »; cependant, à cet égard, la région de la Commission économique pour l'Europe se place derrière ce que proposaient certaines économies asiatiques (notamment la République de Corée).

12. Une fois que la crise/récession actuelle sera terminée, il faudra retirer rapidement ces mesures de stimulation pour éviter l'inflation et limiter une croissance excessive de la dette publique. Toutefois, cela sera d'une grande difficulté et le choix du moment sera particulièrement délicat, parce que la politique macroéconomique avait été resserrée prématurément lors de la Grande Dépression des années 1930, ce qui a précipité le monde dans une rechute qui a prolongé les années de dépression, et la même chose s'est produite au Japon dans les années 1990.

13. Il faut s'attendre à une réforme de la réglementation des secteurs financiers aux États-Unis et en Europe de l'Ouest; il s'agit là de questions principalement nationales, mais la mise en œuvre de ces réformes rendra impérieux les efforts de coopération et d'harmonisation à l'échelle internationale. D'une façon générale, il est reconnu que les procédures d'attribution de prêts hypothécaires ont besoin d'être plus rigoureuses; le contrôle bancaire doit être renforcé et s'étendre à un plus large éventail d'établissements, de fonds spéculatifs et d'instruments financiers dérivés; les marchés doivent être surveillés de plus près; les agences de notation du crédit ont besoin d'être réglementées et il faut réduire l'influence des banques. Il importe de réduire le caractère procyclique des règles comptables (autrement dit, les pratiques comptables pourraient avoir à abandonner l'évaluation à la valeur du marché) et des pratiques de prêt bancaire, et les banques centrales devront tenir compte des prix des actifs dans l'élaboration de la politique monétaire. Chacun de ces impératifs est très technique, et les autorités financières nationales devront décider quelle sera la meilleure façon d'atteindre ces objectifs fondamentaux.

14. Bien que la région de la Commission économique pour l'Europe comprenne une variété d'économies allant de certaines des plus riches à certaines des plus pauvres du monde, elle est constituée principalement d'économies avancées qui ont affiché, d'une façon générale, une croissance sensiblement plus lente que l'ensemble de l'économie mondiale. De ce fait, la part des économies de cette région dans l'économie mondiale suit de longue date une pente descendante. De 57,5 % de la production mondiale réelle en 1999, cette part est tombée à 51,2 % en 2009. Cette tendance a été sensiblement la même en Amérique du Nord et dans les 27 États de l'Union européenne, dont les parts sont tombées de 25,9 et 25,5 % en 1999 à 22,0 et 21,8 % en 2009 respectivement. En revanche, la part des économies de la Communauté des États indépendants a progressé de 3,5 % en 1999 à 4,6 % en 2009.

15. En 2007, cinq pays de la région de la Commission économique pour l'Europe – le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède – ont dépassé l'objectif de 0,7 % de leur PIB fixé par l'ONU pour l'aide publique au développement (APD). La plupart des autres économies européennes et le Canada

n'ont atteint qu'environ la moitié de ce pourcentage, et les États-Unis, qui fournissent le plus gros montant en valeur absolue (21,8 milliards de dollars) n'en ont atteint qu'environ le quart.

16. La sécurité énergétique reste une grande préoccupation tant pour les fournisseurs que pour les utilisateurs de l'énergie en Europe. Un certain nombre d'économies de l'Union européenne, en particulier les nouveaux États membres, sont actuellement tributaires de la Fédération de Russie pour un fort pourcentage de leurs besoins en énergie. Ces dernières années, la Fédération de Russie et l'Ukraine ont eu plusieurs différends sur les prix d'acheminement du gaz vers l'Union européenne qui se sont traduits par la fermeture temporaire de gazoducs, causant des graves pénuries dans les pays de l'Union européenne.

17. Sous les effets de la mondialisation, des progrès technologiques, de réformes des marchés du travail et de structures fiscales moins progressives, l'inégalité des revenus s'est accentuée en Amérique du Nord et en Europe, surtout dans les pays suivant de plus près le modèle de l'économie de marché. Au cours des dix dernières années, l'accroissement des revenus des 1 %, voire des 0,1 %, les plus riches a été particulièrement élevé (par rapport aux niveaux moyens des salaires). Par exemple, entre 1979 et 2005 aux États-Unis, le revenu des 1 % les plus riches a augmenté de 238 %, soit plus de dix fois plus que celui des 60 % de la classe moyenne (21 %). Les inégalités se sont creusées considérablement dans les pays à économie en transition durant les années 1990 et se sont stabilisées récemment dans certains de ces pays tandis qu'elles continuent de s'accroître dans d'autres. Le fait que la mondialisation et les changements technologiques touchent tous les pays mais que l'accroissement des inégalités varie sensiblement donne à penser que certains facteurs institutionnels et les mesures prises pour faire face aux changements peuvent grandement contribuer à limiter cet accroissement.

II. Amérique du Nord

18. La récession a commencé aux États-Unis à l'automne 2007 et se poursuivait au printemps 2009. En mars 2009, le pays avait perdu 5,1 millions d'emplois depuis décembre 2009; le chômage frappait 13,1 million de personnes, atteignant un taux de 8,5 %, le plus élevé depuis 25 ans. Comme la moitié environ des pertes d'emplois ont frappé le secteur de la construction et les industries manufacturières où domine une main d'œuvre masculine, le taux de chômage chez les hommes est d'environ 2 % supérieur à celui observé chez les femmes, et il est de 5,4 % plus élevé chez les noirs que chez les blancs. En mars, le ratio emploi-population était de 59,9 %, le plus faible depuis 1985. Le nombre de personnes percevant des allocations de chômage a atteint 5,84 millions au printemps 2009, chiffre le plus élevé depuis 1967, année où le pays a commencé à tenir des statistiques à cet égard. En janvier 2009, le nombre de personnes bénéficiant de coupons d'alimentation est monté à 32,2 millions, ce qui est aussi un record historique, d'environ 20 % au précédent record, établi en 1994. Malgré une situation marquée par des pertes d'emplois, l'économie américaine reste le théâtre d'un brassage considérable; ainsi, en février 2009, alors que 4,8 millions de travailleurs ont perdu ou abandonné leur emploi, le nombre de recrutements a été de 4,3 millions.

19. En février 2009, la production industrielle des États-Unis avait chuté de 11,8 % par rapport à un an auparavant et la production manufacturière était en

baisse de 14,0 % tandis que l'emploi dans le secteur manufacturier avait perdu 1,5 million d'emploi (soit 11 %) depuis le début de la récession. En mars 2009, les ventes d'automobiles étaient en recul de 23,5 % par rapport à mars de l'année précédente.

20. La réponse macroéconomique des États-Unis, mesurée à l'utilisation des instruments habituels de la politique monétaire et financière, a été d'une ampleur sans précédent mais n'a pas pour autant suffi à maîtriser pleinement la crise. Les taux d'intérêt sont tombés rapidement à près de zéro vers la fin de 2008 et la politique monétaire a encore été renforcée par la mise en œuvre de mesures d'assouplissement quantitatif. Cependant, l'efficacité de la politique monétaire a souffert du caractère dysfonctionnel des marchés financiers. Un premier stimulant budgétaire lancé dans le courant de 2008 a été suivi d'un autre d'une ampleur historique – de 787 milliards de dollars – au début de 2009, composé pour environ les deux-tiers d'accroissements de dépenses et un tiers d'abattements fiscaux. Les actions entreprises pour rétablir la fonctionnalité des marchés financiers ont été moins fructueuses. Les premiers efforts pour extraire les actifs toxiques du secteur bancaire n'ont pas atteint leur objectif. Les « stress tests » effectués par l'État, qui ont révélé que 10 des 19 plus grandes banques avaient besoin de plus de capital (74,6 milliards de dollars au total) n'ont pas permis la clarification de la situation financière du système bancaire qui devait être un premier pas vers le rétablissement des prêts bancaires à un niveau normal. Dans les quatre premiers mois de 2009, 32 banques ont fait faillite aux États-Unis, après les 25 faillites enregistrées en 2008. Le gouvernement des États-Unis a également lancé un certain nombre de programmes pour aider à stabiliser son marché immobilier et soutenir les propriétaires ayant des difficultés à effectuer leurs paiements hypothécaires.

21. Pour l'année budgétaire 2009, le gouvernement fédéral des États-Unis prévoit que ses revenus représenteront 15,4 % du PIB du pays et ses dépenses, 27,7 %; ces pourcentages sont respectivement le plus faible et le plus élevé depuis plus de 50 ans. Ainsi, le déficit de 12,3 % (1 750 milliards de dollars) est le plus lourd depuis la Deuxième guerre mondiale; en 2010, on prévoit que le déficit sera d'environ 10 %; sous l'effet de ces déficits, la dette nationale des États-Unis en pourcentage du PIB devrait plus que doubler et atteindre environ 100 % du PIB en 2012. En 2008, la dette des ménages en pourcentage du revenu national était la plus élevée que le pays avait connue depuis les années 1930. À mesure que la crise prenait forme, les ménages ont commencé à réduire leurs dépenses par crainte de l'incertitude et de la perspective de temps difficiles, et les efforts qu'ils font pour accroître leur épargne accentuent encore le ralentissement de la croissance économique.

22. Aux États-Unis, la mise en chantier de logements est tombée de 33 % en 2008, à 904 300 nouveaux logements contre 1,335 million en 2007; ce chiffre est le plus bas depuis que le pays tient des statistiques dans ce domaine. En décembre 2008, elle se situait 76 % en dessous de son record de janvier 2006. Le pays a enregistré plus de trois millions de saisies en 2008, et le nombre de saisies était d'environ 300 000 par mois au début de 2009. Dans plusieurs États (notamment en Californie et en Floride) des plus durement touchés, les ventes de logements saisis représentent près de la moitié de toutes les ventes de logements. Le prix médian d'un logement est tombé de 15,3 %, sa plus forte chute depuis 1968, année des premières statistiques. En février 2009, les prix moyens des logements aux États-Unis étaient retombés à leurs niveaux du troisième trimestre de 2003, loin de leur sommet de

juillet 2006; l'indice des prix des logements S&P-Shiller était en baisse de 30,7 % pour 20 villes, et l'indice composite pour 10 villes était tombé de 31,6 %. Pourtant, au printemps 2009, les taux d'intérêt hypothécaires étaient proches des niveaux auxquels ils étaient jamais descendus.

23. L'indice américain Dow Jones Industrial Average (DJIA) a reculé de 33,8 % en 2008, soit son fléchissement le plus lourd depuis 1931. Les cours de la bourse américaine ont également affiché un repli massif durant le premier trimestre 2009, mais ils se sont rapidement relevés de leurs faibles niveaux avec le rebond d'avril. Cette reprise a été largement interprétée comme une indication que les acteurs de la bourse en étaient venus à penser que l'éventualité d'une dépression avait été évitée.

24. Pour éviter l'inflation une fois la reprise amorcée, la Réserve fédérale des États-Unis devra agir énergiquement pour réduire la masse monétaire et le volume de près de 700 milliards de dollars de réserves excédentaires détenues par les banques commerciales sous forme de dépôts auprès de la Réserve fédérale.

III. Économies avancées d'Europe

25. La performance économique des pays de la zone euro risque fort d'être l'une des pires que le monde connaîtra pendant cette crise, avec une croissance de moins 4,2 % en 2009 et moins 0,5 % en 2010. Les ralentissements économiques prévus pour l'Islande et l'Irlande seront les plus forts pour des économies avancées depuis les années 1930.

26. Au sein de l'Union européenne, le taux de chômage était de 7,9 % en février 2009, soit de 7,8 % pour les hommes et de 8,0 % pour les femmes. Il variait considérablement selon les pays, allant de 15,5 % en Espagne, 14,4 % en Lettonie et 13,7 % en Lituanie à 2,7 % seulement aux Pays-Bas. Actuellement, l'Union européenne compte 19,2 millions de chômeurs, et les pertes d'emplois pourraient être d'environ 8,5 millions en 2009 et 2010. En Islande, le taux de chômage est passé de 1 % avant la crise à 9 % en mars 2009.

27. La faillite de la réglementation qui a produit la crise actuelle ne se limite pas uniquement aux États-Unis en ce sens que ce sont souvent les filiales européennes d'entreprises américaines qui ont affiché le comportement le plus aventureux, et ces filiales étaient généralement situées hors de la juridiction des régulateurs américains. Tel a été le cas notamment de Lehman Brothers, dont le bureau au Royaume-Uni était responsable de bon nombre des transactions douteuses de la société, et de l'American International Group (AIG), qui a vendu un grand nombre de ses swaps de défaut de paiement de prêts par le biais d'une filiale bancaire française ayant son siège à Londres (Banque AIG). Autrement dit, le secteur financier européen n'était pas un simple acheteur passif de ces actifs mais a joué un rôle actif dans la titrisation, la distribution et l'assurance d'actifs qui allaient par la suite se révéler toxiques. Finalement, la crise a révélé que la faillite de la réglementation ne s'est pas limitée à une ou deux opérations particulières dans un ou deux pays donnés mais a porté sur un large éventail d'activités des marchés financiers à travers les États-Unis et l'Europe de l'Ouest.

28. La gravité de la crise dans les économies avancées d'Europe est due à plusieurs facteurs : 1) beaucoup de banques européennes détenaient un volume étonnamment élevé d'actifs toxiques; 2) la structure réglementaire et institutionnelle

du secteur financier dans la plupart des économies européennes était mal préparée pour faire face aux troubles qui ont secoué le marché financier; 3) les institutions et les réglementations régionales ou paneuropéennes n'étaient pas conçues pour la situation financière qui s'est créée; 4) les banques européennes étaient plus fortement endettées que les banques des États-Unis; 5) dans certains cas, les banques européennes avaient trop misé sur un financement international de gros; 6) les banques européennes avaient prêté beaucoup plus (que les banques américaines) aux marchés émergents et se trouvaient donc plus exposées aux risques de dégradation de ces économies, surtout de celles des marchés européens émergents qui étaient particulièrement vulnérables à une crise en raison de leur lourd déficit courant et de l'ampleur de leurs dettes en devises; 7) même pour les économies qui ont échappé aux chocs financiers initiaux, les liens de dépendance commerciale avec la région étaient particulièrement importants; 8) le Système monétaire européen était conçu de telle manière qu'il éliminait pratiquement l'option du prêteur de dernier recours pour les banques commerciales nationales et la dette souveraine; 9) les responsables de la politique européenne étaient particulièrement réticents à mettre en œuvre une politique macroéconomique anticyclique; 10) plusieurs économies européennes avaient leur propre bulle immobilière combinée à des règles de prêt hypothécaire moins solides; et 11) l'aide de l'État aux secteurs les plus durement touchés se trouvait freinée par des soucis nationalistes de compétitivité.

29. La réponse macroéconomique européenne à la crise a été plus faible, et sa mise en œuvre a été plus lente qu'aux États-Unis. Bien que la Banque centrale européenne ait augmenté la liquidité sur les marchés interbancaires au premier signe de difficulté, un an après le début de la crise, les taux d'intérêt dans la zone euro étaient plus élevés que lorsque la crise a éclaté, à la fin de l'été 2007. La BCE était en fait plus préoccupée par une inflation légèrement au-dessus de son objectif par suite de la flambée des prix des produits de base. Finalement, les taux d'intérêt ont été abaissés à 1 % en mai 2009, mais ils restent plus élevés que dans la plupart des autres économies avancées. Plusieurs économies de l'Union européenne n'appartenant pas à la zone euro ont dû plus ou moins suivre la voie établie par la BCE. La Banque d'Angleterre a été beaucoup plus radicale et a baissé ses taux au début de la crise, les faisant finalement descendre à 0,5 %, leur niveau le plus bas des 315 ans d'histoire de la banque. La Norvège a, pour sa part, ramené ses taux à 1,5 %, le plus faible niveau auquel ils étaient jamais descendus, en mai 2009.

30. Les pays d'Europe de l'Ouest à économie avancée, avec en tête l'Allemagne, étaient réticents à mettre en œuvre de substantiels ensembles discrétionnaires de mesures de stimulation fiscale en raison de l'ampleur de leurs stabilisateurs automatiques (estimée à deux fois celle des stabilisateurs utilisés aux États-Unis), de leur prudence en matière de politique macroéconomique, de leurs préoccupations démographiques à long terme plus pressantes et de contraintes institutionnelles à l'égard de leurs déficits budgétaires. On prévoit que le déficit budgétaire consolidé de la zone euro sera de 6 % en 2009; cela représente le double du plafond inscrit dans le Pacte de stabilité et de croissance. Le déficit du Royaume-Uni devrait s'élever à 14 % du PIB en 2009 et redescendre à 11 % en 2010, mais la dette publique ne devrait atteindre que 61 % du PIB en 2009.

31. En février 2009, la production industrielle avait chuté de 18,4 % par rapport à février 2008 dans la zone euro et de 17 % dans l'Union européenne, ce qui représente une baisse record. L'activité manufacturière a été particulièrement

touchée dans la zone euro; en janvier 2009, les nouvelles commandes étaient 34 % en dessous de leur niveau, un an auparavant. Cela représentait le plus fort déclin mensuel d'une année à l'autre depuis qu'Eurostat a commencé à tenir de telles statistiques, en 1996. Cette baisse de la production industrielle européenne est due en grande partie au ralentissement mondial des échanges commerciaux et a donc été particulièrement forte pour les économies dont les exportations étaient composées en grande partie de biens d'équipement et de biens de consommation durables.

32. Les prix des logements en Europe de l'Ouest et dans les nouveaux États membres de l'Union européenne ont augmenté de façon substantielle au cours des dix dernières années, souvent plus qu'aux États-Unis. Actuellement, les prix des logements dans l'Union européenne sont en baisse pour la plupart de 10 à 20 % en l'espace d'un an, et les ventes de logements ont diminué de 25 à 50 %. La situation est pire encore dans certains pays comme l'Espagne, l'Irlande et le Royaume-Uni que dans d'autres comme l'Allemagne, qui n'avait pas vraiment connu de flambée des prix. En Espagne, le nombre de nouveaux logements invendus représente environ trois ans de construction au rythme actuel (260 000), qui est environ le tiers de celui de 2005-2007 (749 000). Bien que cet éclatement de la bulle immobilière soit lourd de conséquences pour ces économies, l'Europe a peu de chances de connaître le même niveau de saisies que les États-Unis ou l'effondrement des titres européens adossés à des hypothèques car les normes d'attribution de prêts étaient beaucoup plus rigoureuses en Europe que celles appliquées aux prêts « subprime » aux États-Unis.

33. La forme que prendront à l'avenir les institutions de l'Union européenne reste quelque peu incertaine, car on ne sait pas si les réformes de Lisbonne seront ou non appliquées. D'une façon générale, ces réformes cherchent à assouplir le processus de décision en élargissant l'éventail des questions devant être tranchées par un vote à la majorité qualifiée plutôt que par un accord unanime, à créer le poste de Président et un service diplomatique de l'Union européenne et à étendre les pouvoirs du Parlement européen. L'Irlande a voté contre ces réformes en juin 2008, et l'on ne voit pas clairement comment la terrible récession que connaît actuellement ce pays influera sur l'issue d'un second référendum prévu pour l'automne 2009.

34. L'Islande a connu une grave crise financière en 2008 avec la faillite de son système bancaire lourdement endetté. Elle a dû demander un plan de sauvetage au Fonds monétaire international (FMI). Le gouvernement islandais est tombé au début de 2009 en grande partie sous l'effet de la crise économique. Le nouveau gouvernement entamera probablement le processus de demande d'adhésion à l'Union européenne à l'été 2009 et devrait organiser un référendum sur cette question au cours des 12 à 18 prochains mois; à cet égard, l'aptitude de l'Islande à entrer dans la zone euro serait un gros avantage.

35. Au cours de l'année à venir, on peut s'attendre à des réformes dans un vaste ensemble d'activités dans le secteur financier européen et aux États-Unis. En Europe, il sera particulièrement important de voir comment un certain nombre de questions de réglementation concernant les établissements bancaires multinationaux seront traitées. Les banques des pays de l'Europe de l'Ouest détenaient une large part du secteur bancaire des nouveaux États membres de l'Union européenne et de l'Europe du Sud-Est, et il s'est posé la question de savoir quelles étaient les responsabilités des gouvernements des pays hôtes et de ceux du siège de ces banques face à la crise bancaire.

36. L'écart de revenu par habitant et de productivité entre l'Europe et les États-Unis, qui avait tendu à se resserrer pendant la majeure partie de la période qui a suivi la deuxième guerre mondiale, a recommencé à se creuser dans les années 1990 face à un brusque accroissement de la productivité aux États-Unis. Cela a poussé l'Union européenne à lancer le programme de Lisbonne, qui avait pour but de combler cet écart. À ce jour, l'initiative de Lisbonne n'a atteint qu'en partie son objectif. La différence de revenu par habitant a cessé de se creuser, mais elle ne s'est pas pour autant résorbée. Au moment où l'Europe connaît une forte détérioration due à la crise économique et entrevoit peut-être une reprise plus lente, et où les États-Unis se proposent d'accroître le financement fédéral de la recherche scientifique, il y a peu de chances que cet écart commence à se refermer au cours des cinq prochaines années.

IV. Les économies européennes émergentes

37. Au début, la première vague d'instabilité financière a épargné les marchés européens émergents, dont l'activité bancaire reposait sur des modèles de prêt traditionnels et n'était pas exposée aux actifs toxiques. Toutefois, la situation s'est radicalement détériorée à la fin de 2008, lorsque les marchés mondiaux de capitaux ont connu un brusque arrêt suscité par une aversion croissante pour le risque et la « fuite vers la qualité » qui en est le corollaire. Les flux de capitaux privés vers les marchés émergents du monde entier sont tombés de 929 milliards de dollars en 2007 à 466 milliards de dollars en 2008 et ne devraient s'élever qu'à 165 milliards de dollars en 2009. Les économies européennes émergentes étaient parmi les principales bénéficiaires de ces flux, et leur accès à ces ressources s'est trouvé particulièrement ralenti à mesure que les participants au marché se montraient de plus en plus inquiets devant la vulnérabilité que leur causaient leurs lourds déficits courants.

38. Il est probable qu'un grand nombre de marchés européens émergents aient besoin d'une certaine forme d'appui multilatéral avant que la crise se termine. En avril 2009, sept de ces économies (l'Arménie, le Bélarus, la Bosnie-Herzégovine, la Géorgie, la Hongrie, la Lettonie et l'Ukraine) bénéficiaient déjà de programmes du FMI, et d'autres (la Roumanie et la Serbie) étaient sur le point de conclure un accord. Ces programmes représentaient entre 5 et 10 % de leur PIB. Plusieurs de ces pays ont eu du mal à atteindre les objectifs convenus avec le FMI et leurs décaissements ont été temporairement interrompus (la Hongrie, la Lettonie et l'Ukraine). À cette action, le FMI a ajouté le sauvetage de l'Islande, économie européenne avancée. Plusieurs autres pays ont demandé l'ouverture à titre de précaution de nouvelles lignes de crédit au FMI; le Pologne a obtenu 20,5 milliards de dollars pour étayer les réserves de sa banque nationale de manière à apporter un soutien supplémentaire à sa monnaie.

39. La production industrielle des économies émergentes d'Europe et, en particulier, leur secteur manufacturier, ont été les plus durement touchés; c'est également dans ces secteurs que le commerce s'est le plus ralenti. La production automobile a particulièrement souffert et compte pour un pourcentage appréciable de leur production industrielle; la production automobile par habitant est très substantielle dans plusieurs des nouveaux États membres de l'Union européenne, parmi lesquels la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Les reculs les plus marqués de la production industrielle des nouveaux États membres se sont

produits en Estonie (moins 30,2 %), en Hongrie (moins 29,0 %), en Lettonie (moins 24,2 %), en Slovénie (moins 21,2 %) et en République tchèque (moins 20,3 %). Dans les plus grandes économies européennes émergentes non membres de l'Union européenne, entre janvier 2008 et janvier 2009, la production industrielle a sensiblement diminué, tombant de 34 % en Ukraine, de 21 % en Turquie et de 16 % en Fédération de Russie. En janvier 2009, la production automobile avait chuté de 60 % en Turquie par rapport à janvier 2008.

40. Le modèle de développement de beaucoup d'économies européennes émergentes, en particulier des nouveaux États membres de l'Union européenne, était fortement tributaire des capitaux extérieurs pour le financement de leur développement. La région était assez unique à cet égard, car bon nombre des autres économies émergentes sont devenues exportatrices de capitaux. En important des capitaux, les entreprises ont pu investir davantage et les familles accroître leur consommation plus qu'elles n'auraient pu le faire autrement. Quoi qu'il en soit, la crise a contraint les marchés mondiaux de capitaux à s'immobiliser, ce qui a limité l'accès de ces économies à un financement extérieur et a précipité un grand nombre d'entre elles dans une phase de grave repli économique. La crise a donc exposé l'inconvénient de devoir compter sur des capitaux extérieurs pour financer le développement; sans une profonde réforme du système monétaire international, les pays risquent fort d'éviter ce modèle de développement à l'avenir, ce qui ne manquera pas de nuire au développement mondial.

41. L'inégalité économique reste relativement faible dans les pays à économie en transition, si on la compare à d'autres marchés émergents ayant un niveau de développement similaire; en revanche, elle est plus marquée qu'elle ne l'était historiquement en économie à planification centrale et légèrement plus prononcée que dans les économies de l'Europe de l'Ouest. Les impôts directs et les transferts ont un important effet de redistribution sur ces économies. Des comparaisons en coupe révèlent que la démocratisation et une faible inflation contribuent à réduire les inégalités, tandis qu'une vaste privatisation de l'infrastructure a tendance à les accentuer.

42. Après la crise financière qui a éclaté en août 2007, les entrées et sorties de titres de portefeuille et d'obligations ont sensiblement diminué dans les économies européennes émergentes. En 2008, ces mouvements ont diminué à peu près de moitié par rapport à leurs niveaux d'avant le début de la crise. Plusieurs économies européennes émergentes ont bénéficié d'un flux financier substantiel sous la forme d'envois de fonds de travailleurs émigrés; pour certaines d'entre elles, c'est là le flux financier le plus important, et il dépasse en volume les flux de capitaux et l'aide publique du développement (APD). Ces envois de fonds devraient diminuer sensiblement au cours des deux prochaines années, et cela aura non seulement des conséquences macroéconomiques mais cette diminution aura un effet direct sur la pauvreté, l'accumulation de capital humain et la santé, car ces flux vont généralement à certaines des familles les plus pauvres. En République de Moldova, ces envois de fonds sont passés de 35 % du PIB en 2006 à 25 % en 2008, et risquent fort de tomber encore plus bas en 2009 et 2010.

43. La croissance économique rapide qu'ont connue les marchés européens émergents entre 2002 et 2007 a permis à ces marchés de faire quelques progrès dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement. Au sein des économies plus pauvres, les problèmes de la pauvreté et de l'exclusion sociale ont

une forte dimension régionale et ethnique. Les tendances accusées par plusieurs Objectifs du Millénaire pour le développement particulièrement pertinents pour la région, tels que ceux qui ont trait aux épidémies de sida et de tuberculose, semblent être sans rapport avec les tendances des revenus; ainsi, l'infection par le VIH a plus que doublé dans la Communauté des États indépendants depuis 2001, malgré la rapide croissance de la région. Par conséquent, avec le ralentissement de la croissance et certains indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement insensibles à la croissance, pour réaliser de nouveaux progrès importants, il faudra des changements d'orientation dans plusieurs domaines pour que ces objectifs puissent être atteints d'ici à 2015.

44. La crise actuelle a déjà retardé, voire inversé les progrès réalisés récemment dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement dans la région de la Commission économique pour l'Europe. Dans cette région, l'extrême pauvreté avait été pratiquement éliminée à la fin de 2007, mais avec la hausse des prix des produits alimentaires, la diminution des possibilités d'emploi, la réduction du volume des envois de fonds des travailleurs émigrés et des filets de protection utilisés à la limite de leur capacité, le Programme des Nations Unies pour le développement estime que déjà, un nouveau contingent de 10 millions de personnes de la région sont retombées dans l'extrême pauvreté. Les progrès réalisés récemment grâce aux efforts en vue de promouvoir l'égalité entre les sexes risquent fort d'être réduits à néant. La dégradation de la situation économique pourrait bien aggraver encore les conditions (pauvreté, prostitution, drogue) qui ont contribué à la propagation du VIH/sida et de la tuberculose, et une nouvelle détérioration des positions financières des gouvernements intéressés entraînerait une réduction des crédits alloués à la santé publique qui sont d'une importance critique pour la lutte contre ces maladies.

45. Les progrès économiques d'un certain nombre de marchés européens émergents ont été freinés par des problèmes politiques restés sans solution et des conflits « larvés » qui ont engendré l'incertitude économique et limité les gains qu'aurait pu procurer une coopération intergouvernementale. Cela se voit en particulier dans le Caucase et dans les États issus de l'ex-Yougoslavie.

A. Nouveaux états membres de l'union européenne

46. Les nouveaux États membres de l'Union européenne présentent à la fois des caractéristiques des économies avancées et des économies émergentes, et se situent donc à la limite entre ces deux groupes. Collectivement, ces États ont un revenu par habitant qui se situe à 56 % de la parité de pouvoir d'achat des autres membres de l'Union européenne et se rapprochaient lentement de cette parité, au rythme de 1 % par an, légèrement supérieur à celui affiché par les membres de la partie méridionale de l'Union européenne au cours des deux dernières décennies. Plusieurs des ces nouveaux États membres ont à présent un revenu par habitant supérieur à celui de certaines économies pauvres de l'Europe de l'Ouest qui se classent généralement parmi les économies avancées. Toutefois, depuis le début de cette crise économique, les participants aux marchés traitent généralement ces nouveaux États membres comme s'ils étaient des économies émergentes, en raison d'un certain nombre de leurs vulnérabilités telles que de lourds déficits courants et un substantiel volume de prêts libellés en devises souvent associés aux marchés émergents. Les quatre nouveaux États membres qui ont déjà adopté l'euro ont bénéficié d'une légère

protection. La possibilité d'une crise financière et monétaire typique des marchés émergents reste non négligeable pour un certain nombre de ces nouveaux États membres.

47. Les nouveaux États membres ont été touchés par la crise de plusieurs façons, mais les plus importantes avaient trait aux liens financiers entre les banques mères dans l'un des pays européens à économie avancée et leurs filiales dans ces États et la forte baisse des exportations de ces derniers provoquée par le ralentissement économique en Europe de l'Ouest. Dans la plupart des nouveaux États membres, un fort pourcentage du total des actifs bancaires, souvent plus de la moitié, appartenait aux filiales de banques de l'Europe de l'Ouest.

48. Les mesures prises par les nouveaux États membres pour répondre à la crise économique ont été sensiblement entravées par les contraintes institutionnelles imposées par le Pacte de stabilité et de croissance et le Traité de l'Union européenne (les critères de Maastricht). Par exemple, la politique budgétaire anticyclique a été limitée par la nécessité de maintenir le déficit à moins de 3 % du PIB, et un certain nombre de pays ne tenaient pas à modifier le régime de parité de leur monnaie.

49. Pour répondre à la crise, les nouveaux États membres devront ajuster sensiblement leurs taux de change, leurs prix et leurs salaires; certains de ces pays ont un taux de change fixe qui rendra ces ajustements particulièrement difficiles, mais dans l'ensemble, les marchés des produits et de la main d'œuvre de la région jouissent d'une certaine souplesse (due à la faiblesse des syndicats). L'aide multilatérale du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement jouera un rôle important dans la mesure où elle apportera les ressources financières extérieures nécessaires en attendant la reprise des marchés privés.

50. Les nouveaux États membres ont à surmonter un certain nombre de difficultés alors qu'ils cherchent à se rapprocher de la situation dans laquelle se trouvaient les États qui étaient déjà membres de l'Union européenne lors de leur adhésion; ils doivent notamment accroître le taux de participation des jeunes et personnes âgées à la population active et achever le processus d'ajustement structurel et institutionnel lié à leur passage à l'économie de marché. Les fonds structurels de l'Union européenne restent une importante source de financement de cette transition.

51. La part des exportations des 15 premiers États membres de l'Union européenne vers les nouveaux États membres est passée de 1 % en 1988 à 7 % aujourd'hui. Une part importante des exportations de ces États va aux autres membres de l'Union. Toutefois, depuis quelques années, on assiste à une réorientation constante de la part des exportations des nouveaux États membres d'Europe centrale, qui vont moins vers les économies avancées de l'Union européenne et davantage vers d'autres nouveaux États membres, vers la Fédération de Russie et vers les États européens de la Communauté des États indépendants.

52. Le ratio emploi-population reste faible dans les nouveaux États membres par rapport à la moyenne de l'Union européenne, surtout pour les jeunes et les travailleurs plus âgés. On assiste à une pénurie croissante de travailleurs hautement qualifiés (du secteur tertiaire et au-dessus) qui est encore aggravée par les taux de migration relativement élevés de ces travailleurs vers l'Europe de l'Ouest.

B. États de l'Europe du Sud-Est non membres de l'Union européenne

53. La situation et les vulnérabilités (déficits courants, dette libellée en devises, etc.) des États de l'Europe du Sud-Est sont semblables à bien des égards à celles des nouveaux États membres, mais pires dans la mesure où ils n'ont pas bénéficié de l'appui financier de l'Union européenne ou de la Banque centrale européenne. En revanche, ces États continuent de bénéficier d'un certain nombre de programmes d'assistance à plus long terme de l'Union européenne. On prévoit que la croissance de cette sous-région sera de moins 4,6 % en 2009, avec en tête la Turquie (moins 5,1 %).

54. Le niveau de chômage varie considérablement d'un État à l'autre de cette région : de modéré en Bulgarie et en Croatie à extrêmement élevé en Serbie et en Bosnie-Herzégovine. Dans toute la région, la participation de la main d'œuvre reste faible et le secteur informel est vaste. Les économies de l'Europe du Sud-Est ont également subi de fortes diminutions de leur croissance, avec la baisse spectaculaire de leurs exportations, des flux de capitaux et des envois de fonds des travailleurs émigrés.

55. La Croatie et la Turquie sont engagés dans un processus d'adhésion à l'Union européenne qui doit durer plusieurs années; l'adhésion de la Croatie reste dans l'attente du règlement d'un différend au sujet de sa frontière maritime avec la Slovénie, tandis que la Turquie a un certain nombre de problèmes plus fondamentaux à régler : l'ampleur de son économie et sa culture musulmane sont d'importants facteurs qui ralentissent les progrès des négociations à cet égard. Au printemps 2009, l'Union européenne a accepté la demande présentée par le Monténégro d'amorcer le processus d'adhésion officielle à l'Union, et l'Albanie a officiellement présenté sa candidature. Les autres pays ou territoires de l'Europe du Sud-Est doivent d'abord mettre en œuvre un certain nombre de réformes avant de pouvoir envisager d'adhérer à l'Union européenne. L'Union a décidé que l'adhésion d'aucun pays autre que la Croatie ne peut être finalisée avant l'approbation du Traité de Lisbonne.

56. La crise économique pourrait avoir des conséquences durables pour les économies de l'Europe du Sud-Est. Avant la crise, l'impression générale était que ces économies devraient tenter d'appliquer le modèle économique qui avait réussi aux nouveaux États membres. Cependant, l'aptitude de ces économies à se développer en s'appuyant sur un financement extérieur (comme les nouveaux États membres) sera sérieusement limitée à l'avenir. Autrement dit, leur aptitude à progresser et à se rapprocher des niveaux économiques de l'Europe de l'Ouest risque de se trouver considérablement réduite.

C. Communauté des États indépendants

57. Le ralentissement de la croissance économique causé par la crise actuelle dans la Communauté des États indépendants, y compris dans la Fédération de Russie, est extraordinaire et représente probablement le pire « revers de fortune » qu'ait connu l'une quelconque des régions du monde. Le PBI réel de la Communauté des États indépendants devrait tomber de 8,6 % en 2007 à moins 5,2 % en 2009; cela représente un revirement de près de 14 %, soit plus de deux fois celui observé aux États-Unis ou dans la zone euro pendant la même période. C'est l'Ukraine qui

devrait subir le plus grave revers, d'environ 16 %, avec une chute de 8 % en 2007 à moins 8 % en 2009.

58. Dans la Fédération de Russie, la croissance du PIB pourrait tomber de 8,1 % en 2007 à moins 6 % en 2009. Cela est tout à fait étonnant, car la Fédération de Russie détenait peu des actifs toxiques qui sont au centre de la crise; elle disposait d'un fort excédent courant et de réserves internationales très substantielles; sa dette publique était faible et son excédent budgétaire confortable. Son taux de chômage a atteint 8,5 % en février 2009, son niveau le plus élevé depuis mars 2004; le chômage devrait monter à 12 % d'ici la fin de 2009. En outre, en février, le commerce de détail russe accusait une baisse de 2,4 % par rapport à février de l'année précédente, la plus forte baisse enregistrée depuis 1999. Ce fort déclin économique est dû principalement à une très forte baisse des recettes d'exportation et à la perte d'accès de son secteur privé aux marchés financiers mondiaux. Les entrées de capitaux privés se sont brusquement arrêtées au milieu de 2008 et ont été suivies d'un brusque revirement durant le second semestre, et les sorties nettes ont atteint le niveau record de 130 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année. Les sorties nettes se sont poursuivies en 2009, et ont atteint 33 milliards de dollars au cours du premier trimestre. Devant leur excès de volatilité, les places boursières ont été fermées à plusieurs reprises.

59. La baisse des prix de l'énergie et le ralentissement de l'économie ont provoqué un repli du budget de l'État de la Fédération de Russie qui est passé d'un excédent de 4,1 % du PIB en 2008 à un déficit estimé à 8,5 % en 2009. Ce vaste mouvement de balancier du budget tend à indiquer que la Fédération de Russie a mis en place l'un des plus massifs ensembles de mesures de stimulation budgétaire des grandes économies mondiales. Les dépenses devaient augmenter de 30 % par rapport à l'année précédente, tandis que les recettes diminueront de 30 % dans le même intervalle. Le déficit sera financé principalement par le fonds de stabilisation des recettes pétrolières; les emprunts intérieurs supplémentaires devaient s'élever à environ 1 % du PIB. Par comparaison avec les autres pays du G-20, le poids des initiatives axées sur l'offre est l'un des traits distinctifs de l'ensemble de mesures prises par la Fédération de Russie pour contrer la crise.

60. Si le gouvernement de la Fédération de Russie n'est pas gros emprunteur sur les marchés internationaux des capitaux, tel n'est pas le cas du secteur privé russe. Ainsi, alors que le secteur public jouit d'une solide position externe, les entreprises et les banques doivent faire face à de lourds paiements au titre de leur dette extérieure et ne disposent pour cela que d'un accès limité à de nouveaux emprunts. Les systèmes bancaires de plusieurs pays de la Communauté des États indépendants se trouvent exposés à de fortes difficultés et risquent fort de devoir recourir à des opérations de sauvetage ou à d'autres formes d'aide publique ou de subventions.

61. À travers le monde, les gouvernements s'efforcent de soutenir leurs industries nationales par divers types de mesures fiscales ou tarifaires ou de subventions; souvent, toutefois, ces mesures se trouvent limitées par des accords avec l'Organisation mondiale du commerce. La Russie et plusieurs pays de la Communauté des États indépendants qui ne sont pas membres de cette organisation sont plus libres à cet égard, mais ils n'ont généralement pas les moyens financiers nécessaires pour apporter une aide substantielle aux secteurs industriels. Le gouvernement de la Fédération de Russie a fourni environ 50 milliards de dollars pour soutenir diverses entreprises en difficulté. En janvier 2009, le gouvernement

russe a relevé de 200 % les droits d'entrée sur les automobiles d'occasion importées, le taux d'augmentation de ces droits variant avec l'âge et la cylindrée, et a promis de subventionner les prêts pour l'achat de certains véhicules de fabrication locale afin de protéger son industrie automobile. Toutefois, n'étant pas membres de l'Organisation mondiale du commerce, les pays de la Communauté des États indépendants ne sont pas protégés des mesures protectionnistes prises par d'autres pays.

62. Face à la crise, la coopération et la coordination régionales entre les pays membres de la Communauté ont été limitées. Malgré la gravité de sa situation économique, la Fédération de Russie a néanmoins augmenté son soutien financier aux économies voisines. Au début de 2009, elle a proposé, dans le cadre de la Communauté économique eurasienne, la création d'un fonds de lutte contre la crise doté d'environ 10 milliards de dollars (dont 7,5 milliards fournis par la Fédération de Russie) pour aider principalement les autres économies de la Communauté des États indépendants. Ce fonds est censé coopérer avec la Banque eurasienne de développement afin d'identifier des projets conjoints susceptibles d'aider ces économies à faire face à la crise. La Fédération de Russie a également offert une aide bilatérale, notamment un prêt de deux milliards de dollars au Bélarus et un prêt de stabilisation de 500 millions à l'Arménie. La crise pourrait également avoir des répercussions sur la création d'une union monétaire entre la Fédération de Russie et le Bélarus ou sur l'adoption du rouble dans un groupement plus vaste tel que la Communauté économique eurasienne. Malheureusement, le rouble, de même que les autres monnaies de la région, ont subi une forte dépréciation, et la crise n'offre clairement aucune indication qu'une large union monétaire apporterait un surcroît de stabilité.